

INDICATEURS ÉCONOMIQUES MENSUELS

Août 2001

FAITS SAILLANTS

-  **En juillet, l'emploi se replie pour un deuxième mois de suite. Le taux de chômage reste le même, soit 7,0 %.**
-  **En mai, la production reprend de la vigueur, le secteur manufacturier se redresse et affiche son gain le plus important depuis un an.**
-  **Les exportations et les importations diminuent en mai, et l'excédent commercial reste à peu près le même.**
-  **En juin, l'inflation recule pour se fixer à 3,3 %, et le taux d'inflation de base se situe bien dans les limites de la fourchette cible officielle.**
-  **Se disant préoccupée par les répercussions de l'affaiblissement de l'économie américaine sur les perspectives canadiennes, la Banque du Canada réduit son taux directeur le 17 juillet.**

Indicateurs économiques mensuels clés

		Variation en % depuis		
		le mois dernier	l'an dernier	
PIB réel (En \$ 1992, milliards)	798,8	0,3	1,7	Mai
Biens	256,3	0,0	-0,9	Mai
Services	542,5	0,4	3,0	Mai
Indice composite	166,3	0,1	1,8	Juin
Emplois (En milliers)	15 082	-0,1	1,4	Juillet
Temps plein	12 324	-0,1	1,1	Juillet
Temps partiel	2 758	-0,1	2,3	Juillet
Chômage (En %)	7,0	7,0	6,8	Juillet
Jeunes*	12,4	12,0	12,7	Juillet
Adultes*	6,0	6,0	5,7	Juillet
Inflation mesurée par l'IPC*	3,3	3,9	2,9	Juin
Ventes au détail (En M\$)	24 271	0,2	6,2	Mai
Mises en chantier (En milliers)	151,8	-13,4	-8,3	Juillet
Balance commerciale* (En M\$)	6 965	6 897	4 687	Mai
Exportations	37 089	-0,9	4,9	Mai
Importations	30 124	-1,4	-1,8	Mai
M&É	9 945	-3,6	-9,0	Mai
Papier comm. à trois mois* (En %)	4,11	4,22	5,88	8 août
Rendement des obligations à long terme* (En %)	5,84	5,94	5,55	8 août
Dollar canadien* (En cents US)	64,92	65,25	67,25	10 août

*Données en niveaux seulement - variation en % n'est pas exprimée

Les «Indicateurs économiques mensuels» (IEM) présentent, sous une forme pratique, diverses analyses et données économiques. Ils ne visent pas à interpréter ou à évaluer les politiques gouvernementales. En fait, les responsables des IEM s'efforcent de diffuser des renseignements factuels, et ce, d'une manière pertinente et équilibrée conforme aux principes économiques généralement reconnus. Tous les employés d'Industrie Canada peuvent prendre connaissance des IEM, sur support papier ou électronique. Il est aussi possible d'avoir accès aux IEM par l'intermédiaire d'Internet à http://strategis.ic.gc.ca/sc_ecnmy/mera/frndoc/03.html.

INDICATEURS ÉCONOMIQUES MENSUELS

Août 2001

TABLES DES MATIÈRES

	Page
L'économie	
<i>PIB réel par industrie</i>	3
<i>Dépenses de consommation et attitudes des consommateurs</i>	4
<i>Investissements des entreprises dans les usines et l'équipement</i>	5
<i>Logement</i>	6
<i>Commerce et compétitivité</i>	7
Tendances du marché du travail	
<i>Emploi et chômage</i>	8
<i>Aperçu de la situation de l'industrie</i>	9
<i>Aperçu de la situation des provinces</i>	10
Prix et marchés financiers	
<i>Prix à la consommation et prix des produits de base</i>	11
<i>Taux d'intérêt à court et à long terme</i>	12
<i>Taux de change et marchés boursiers</i>	13
L'économie des États-Unis	
<i>Tendances de l'économie américaine</i>	14
À venir...	
<i>Publication de données à surveiller/Événements prévus</i>	15

Le présent rapport est fondé sur les données connues au 10 août 2001. Il a été préparé par Anik Dufour, Joe Macaluso, Arif Mahmud, et Kiran Patel de la Direction de l'analyse micro-économique, sous la direction de Raynald Létourneau et de Shane Williamson. La traduction a été faite par Lucie Larocque et l'appui à la production a été fourni par Sue Hopf. Tous les renseignements ont été tirés de sources publiques, principalement Statistique Canada, la Banque du Canada et la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Veuillez adresser vos commentaires à Shane Williamson au 613-995-8452 ou par Internet à williamson.shane@ic.gc.ca



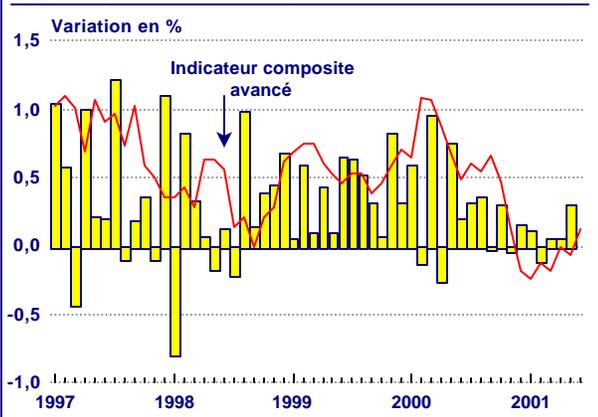
En mai, la croissance de la production reprend...

- Le PIB réel au coût des facteurs a augmenté de 0,3 % en mai, soit le gain le plus important en sept mois. Grâce à la vigueur du secteur du logement et au redressement de l'indice avancé des États-Unis, l'indice composite avancé de Statistique Canada a gagné 0,1 % en juin. Il s'agit de la première augmentation depuis décembre dernier.

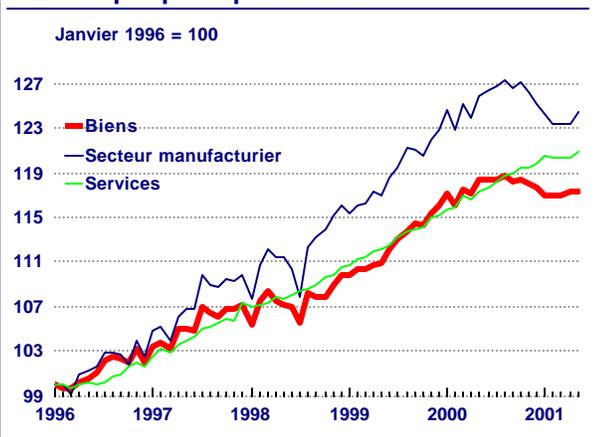
...grâce à un bond du secteur manufacturier

- Dans le secteur des biens, la production n'a pas beaucoup changé en mai. Le secteur manufacturier a enregistré son gain le plus important en 12 mois, stimulé par la forte hausse observée dans l'industrie de l'automobile, qui est intervenue pour 0,9 % de l'augmentation de la production. Toutefois, ces gains ont été annulés par les pertes subies par les autres industries. En effet, la production de l'industrie minière a chuté, les activités de forage et de montage revenant à des niveaux normaux après l'élan observé le mois précédent. De plus, la grève des employés de la construction a ralenti l'activité dans cette industrie.
- Dans le secteur des services, la production s'est accrue de 0,4 % en mai, grâce à la fin des grèves dans les services d'enseignement et les services gouvernementaux (ces derniers profitant également d'une hausse de l'activité attribuable au recensement de 2001). L'intensification de l'activité sur les marchés boursiers a contribué à l'augmentation de la production des industries de la finance, mais les reculs enregistrés par le commerce de gros sont le résultat de la faiblesse soutenue de la demande d'ordinateurs.

PIB réel au coût des facteurs



PIB réel par principal secteur



PIB réel au coût des facteurs (En \$ 1992)

Mai 2001	En millions \$	Variation en % depuis		
		Variation mensuelle	le mois dernier	l'an dernier
Ensemble de l'économie	798 821	2 379	0,3	1,7
Secteur des entreprises	667 083	981	0,1	1,5
Biens	256 275	119	0,0	-0,9
Agriculture	12 724	36	0,3	-3,4
Pêche et piégeage	664	38	6,1	-13,1
Abattage du bois et foresterie	4 294	-87	-2,0	-14,1
Exploitation minière*	28 637	-547	-1,9	3,2
Sect. manufacturier	141 735	1 247	0,9	-1,1
Construction	41 960	-345	-0,8	0,3
Autres services publics	26 261	-223	-0,8	-2,4
Services	542 546	2 260	0,4	3,0
Transport et entreposage	37 077	354	1,0	1,5
Communications	31 756	-9	-0,0	6,8
Commerce de gros	50 641	-252	-0,5	0,2
Commerce de détail	52 723	-127	-0,2	4,7
Finance et assurances	44 706	570	1,3	2,5
Agents d'ass. et agents imm.	84 947	246	0,3	3,3
Services commerciaux	51 837	-63	-0,1	6,0
Services gouvernementaux	49 314	626	1,3	5,1
Enseignement	41 399	665	1,6	1,5
Soins de santé et services sociaux	46 445	62	0,1	0,0
Logement et alimentation	21 548	124	0,6	2,8
Autres	30 153	64	0,2	1,4

* Comprend l'exploitation des carrières, le pétrole brut et le gaz naturel



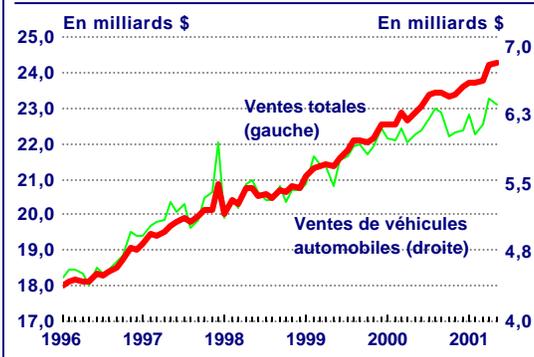
Au premier trimestre, les dépenses de consommation se redressent...

- Au premier trimestre, la croissance des dépenses de consommation a été vigoureuse, se fixant à 3,6 % (taux annuel), ce qui contraste avec la faiblesse observée au quatrième trimestre.
- Après avoir fortement reculé durant la période précédente, les ventes de véhicules automobiles ont renoué avec la croissance. La fébrilité du marché du logement a alimenté les achats d'autres produits à prix unitaires élevés tels que les meubles et les appareils ménagers.

...et il semble qu'elles continueront d'augmenter

- Malgré la baisse de confiance des consommateurs, l'amélioration de la situation financière des ménages continue d'alimenter les dépenses. D'un côté, le revenu personnel disponible a augmenté de 6,3 % au premier trimestre et, d'un autre côté, les récentes réductions d'impôt et les baisses des taux d'intérêt devraient contribuer à soutenir la demande.
- Les ventes au détail ont progressé (+0,2 %) en mai pour un troisième mois d'affilée. En termes réels, toutefois, les ventes ont fléchi de 0,3 %.
- Les premiers indices pour juin sont partagés. L'emploi s'est affaibli, mais les données préliminaires indiquent une augmentation des ventes d'automobiles. Les mises en chantier se sont redressées en juin, et les réductions éventuelles des taux d'intérêt pourraient stimuler la demande.

Ventes au détail et ventes de véhicules automobiles totales



Ventes au détail et crédit à la consommation

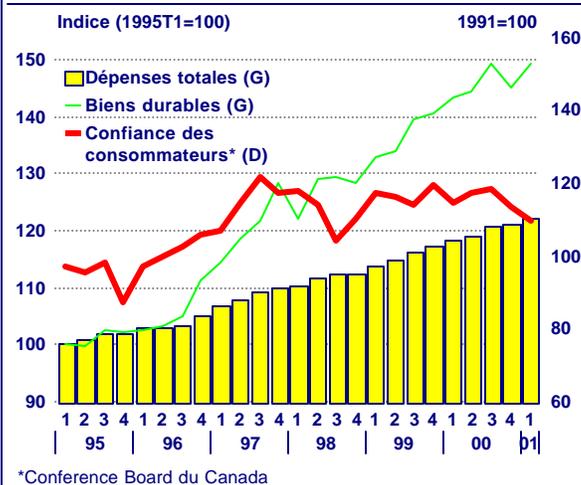
	Variation en % depuis		
	En millions \$	le mois	l'an dernier
Total - Ventes au détail (DD)	24 271	0,2	6,2
Alimentation	5 311	1,0	5,6
Pharmacies	1 208	1,2	8,0
Vêtements	1 336	-3,2	6,4
Meubles	1 310	-0,0	3,9
Automobiles	9 812	0,0	7,1
Magasins de march. diverses	2 701	-0,4	4,5
Tous les autres magasins	2 594	1,5	6,0
Total excluant véhicules automobiles	17 904	0,6	6,5
Crédit à la consommation	199	0,9	7,1

(Données non révisées)

Dépenses de consommation réelles et situation financière des ménages

	En millions \$, TAD (à moins d'indication contraire)			
	1999	2000	2000 T4	2001 T1
Consommation réelle (En \$ 1992)	546 451	566 229	572 190	577 239
Variation en %	3,4	3,6	1,2	3,6
Biens durables	76 956	81 882	81 657	83 929
Variation en %	7,5	6,4	-10,4	11,6
Biens semi-durables	48 212	50 476	51 220	51 889
Variation en %	3,0	4,7	0,9	5,3
Biens non durables	128 133	130 347	131 607	131 876
Variation en %	2,0	1,7	3,5	0,8
Services	293 192	303 674	307 784	309 776
Variation en %	3,1	3,6	3,3	2,6
Revenu disponible	597 710	631 023	644 964	654 868
Variation en %	5,0	5,6	9,3	6,3
Taux d'épargne (En %)	4,2	3,9	4,0	4,4
Ratio d'endettement (En %)	96,1	94,4	94,0	93,7

Dépenses de consommation réelles et attitudes des consommateurs





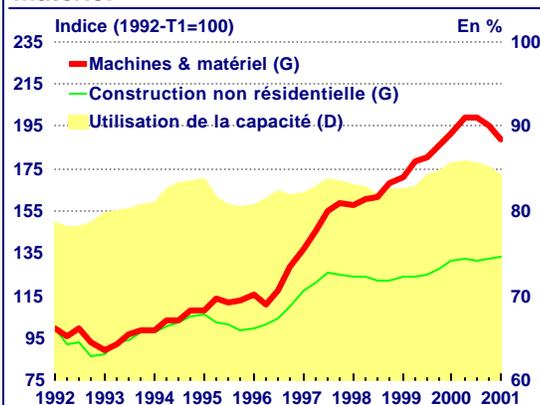
Au premier trimestre, les entreprises diminuent encore leurs investissements...

- Au premier trimestre, les investissements des entreprises dans les M&M ont reculé de 12,0 % (taux annuel). Cette baisse est près de deux fois plus importante que celle du trimestre précédent. Le fléchissement, qui s'est fait sentir partout, a été particulièrement marqué dans les domaines des machines industrielles, des automobiles, d'autre type de matériel de transport ainsi que de l'équipement de télécommunication.
- Dans la construction non résidentielle, l'activité s'est accrue au premier trimestre. Le recul enregistré dans la construction de bâtiments a largement annulé l'intensification de l'activité des industries pétrolière et gazière.

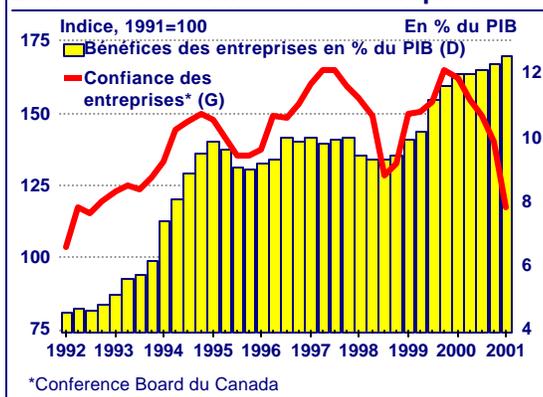
...et les prévisions restent incertaines

- Dans l'ensemble, les bénéfices des entreprises ont augmenté au premier trimestre de 2001 — surtout grâce aux gains enregistrés par le secteur de l'énergie — mais les bénéfices d'exploitation ont fléchi pour un deuxième trimestre d'affilée. La confiance des entreprises, qui n'a cessé de se détériorer en 2000, a connu un autre important recul au premier trimestre de 2001.
- Les importations de M&M ont chuté en mai, laissant entrevoir d'autres réductions au titre des investissements des entreprises. Les données mensuelles sur le PIB semblent également indiquer une baisse de la construction non résidentielle en avril et en mai. Néanmoins, les permis relatifs à la construction de bâtiments non résidentiels sont en hausse de 16,6 % pour les six premiers mois de 2001, comparativement à la même période l'an dernier.

Investissements dans les usines et le matériel



Bénéfices et confiance des entreprises



Investissements et situation financière des entreprises

En millions \$, TAD (à moins d'indication contraire)

	1999	2000	2000 T2	2000 T3	2000 T4	2001 T1
INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES						
Machines & matériel (En \$ 1992)	80 703	88 550	89 788	89 756	88 135	85 355
Variation en %	10,5	9,7	16,0	-0,1	-7,0	-12,0
Construction non résidentielle (1992\$)	44 873	47 274	47 315	47 252	47 566	47 623
Variation en %	1,8	5,3	3,0	-0,5	2,7	0,5
Utilisation de la capacité (En %, biens non agricoles)	83,5	85,6	85,8	85,7	85,1	84,1
Utilisation de la capacité (secteur manuf.)	84,5	85,8	85,9	86,1	85,2	83,5
SITUATION FINANCIÈRE ET ATTITUDES DES ENTREPRISES						
Bénéfices d'exploitation des entreprises	168 323	197 733	201 620	197 740	192 832	179 472
Variation en %	20,3	17,5	5,9	-7,5	-9,6	-25,0
Bénéfices - Industries non financières	118 153	139 248	140 480	141 100	139 252	135 724
Variation en %	27,0	17,9	13,3	1,8	-5,1	-9,8
Bénéfices - Industries financières	50 169	58 488	61 144	56 644	53 584	43 748
Variation en %	6,8	16,6	-8,9	-26,3	-19,9	-55,6
Crédit aux entreprises	734 458	786 244	783 306	791 953	804 827	810 834
Variation en %	5,8	7,1	10,0	4,5	6,7	3,0



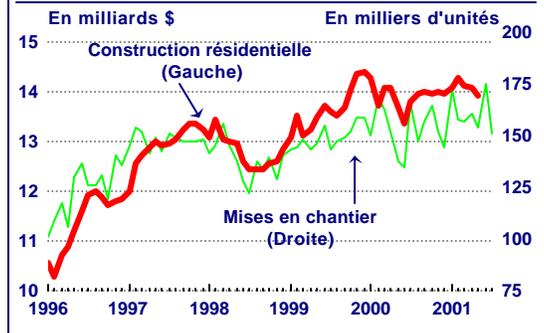
Au premier trimestre, le secteur de l'habitation est en plein essor...

- Au premier trimestre, les investissements des entreprises dans la construction résidentielle ont connu une hausse de 6,4 % (taux annuel), grâce au plus gros bond enregistré dans les logements neufs depuis la fin de 1999.
- Les travaux de rénovation ont aussi nettement progressé durant le trimestre, et le marché de la revente est resté ferme.

...mais il est probable qu'il se calme au cours des prochaines périodes

- En avril et en mai, le niveau d'activité dans la construction résidentielle était inférieur de 1,2 % à la moyenne du premier trimestre. Les ventes de logements existants ont été très importantes, et les mises en chantier ont progressé de 0,3 % au deuxième trimestre avant de reculer sensiblement en juillet. Les permis de bâtir sont en hausse de 9,1 % pour les six premiers mois de 2001.
- Malgré le ralentissement de l'économie, la baisse des taux hypothécaires et la forte majoration des revenus devraient contribuer à soutenir le marché du logement. Cependant, selon la Société canadienne d'hypothèques et de logement, la demande devrait ralentir l'année prochaine.

Activité dans le secteur du logement



Indicateurs mensuels de l'activité dans le secteur du logement

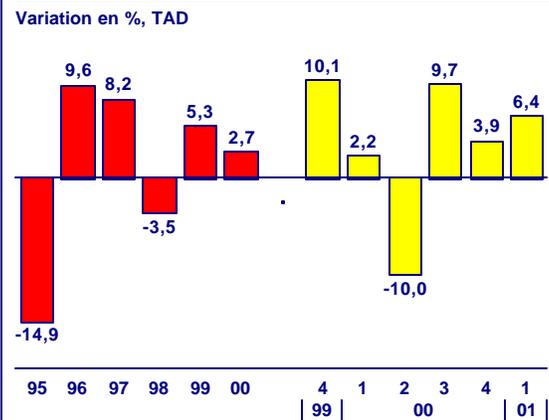
	Niveaux	Variation depuis le mois dernier	Variation depuis l'an dernier
Construction résidentielle (1) (En \$ 1992, en M; base du coût des facteurs)	13 945	-1,0%	1,7%
Permis de construction, en M\$ (2)	1 923	6,5%	11,1%
Ventes de logements existants (2) (nombre d'unités)	22 401	127	
Mises en chantier (3) (nombre d'unités)	151 800	-23 500	-13 700
Terre-Neuve	1 100	-100	-200
Île-du-Prince-Édouard	600	400	200
Nouvelle-Écosse	2 900	100	-600
Nouveau-Brunswick	1 800	0	0
Québec	22 000	600	700
Ontario	58 400	-23 100	-22 200
Manitoba	2 300	800	800
Saskatchewan	2 400	500	200
Alberta	22 000	-2 000	2 200
Colombie-Britannique	15 800	-1 900	4 600

1 - Données de mai 2 - données de juin 3- données de juillet
Sources : Statistique Canada, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Association canadienne de l'immeuble

Investissements réels dans les structures résidentielles

En millions \$ 1992, TAD (à moins d'indication contraire)	1999	2000	2000 T4	2001 T1
Construction résidentielle	44 466	45 643	46 228	46 874
Variation en %	5,3	2,6	4,2	5,7
Construction par secteur	44 222	45 399	45 946	46 661
Variation en %	5,3	2,7	3,9	6,4
Logements neufs	22 322	22 857	22 874	23 752
Variation en %	7,7	2,4	2,1	16,3
Travaux de réparation et d'amélioration	15 117	15 809	16 364	16 036
Variation en %	2,0	4,6	10,8	-7,8
Frais de propriété et de transfert	6 705	6 976	7 000	7 072
Variation en %	0,7	4,0	-3,1	4,2

Croissance de la construction résidentielle réelle, (secteur des entreprises)





Commerce et compétitivité

Les exportations et les importations diminuent en mai...

- Un repli généralisé est à l'origine de la baisse de 0,9 % des exportations en mai. Les exportations de M&M ont considérablement reculé pour un deuxième mois de suite, la demande de matériel de haute technologie demeurant atone. Les exportations de produits énergétiques ont également diminué, en raison surtout de la baisse des prix et de la moins forte demande de gaz naturel. Seule bonne nouvelle, les exportations de produits de l'agriculture et de la pêche, qui ont enregistré un niveau record.
- Les importations ont régressé de 1,4 % par rapport au mois précédent. À l'image des faibles niveaux d'investissement, les importations de M&M sont restées faibles, reculant de 34,6 % par rapport au sommet atteint en décembre 2000. Les importations de produits automobiles ont également fléchi, après avoir enregistré une forte croissance les deux mois précédents.

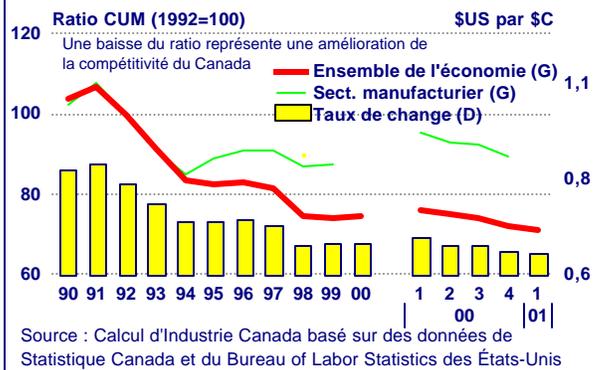
...et l'excédent commercial reste à peu près le même

- En mai, l'excédent du Canada au titre du commerce des marchandises s'est légèrement accru pour passer à 7,0 milliards de dollars. Ainsi, l'excédent cumulatif pour les cinq premiers mois de l'année se situe à 36,3 milliards de dollars, soit 14,8 milliards de plus que l'an dernier. Cette progression est attribuable presque en totalité à l'augmentation de l'excédent au titre du commerce des produits énergétiques.

Flux du commerce de marchandises et balance commerciale



Ratio des coûts unitaires de main-d'oeuvre Canada-É.-U.



Commerce de marchandises

Mai 2001	Niveaux (En millions \$)		Cumulatif à ce jour (En millions \$)		Variation (En M\$)		Variation en %	
	Avril 2001	Mai 2001	Janv.-mai 2000	Janv.-mai 2001	Avril-mai 2001	Avril-mai 2001	Mai 2000-mai 2001	
Exportations	37 438	37 089	170 203	186 499	-349	-0,9	4,9	
vers les États-Unis	31 909	31 563	144 065	159 142	-346	-1,1	5,5	
Importations	30 541	30 124	148 680	150 189	-417	-1,4	-1,8	
en provenance des États-Unis	22 304	22 069	110 437	109 699	-235	-1,1	-1,2	
Balance commerciale	6 897	6 965	21 523	36 310	68			
avec les États-Unis	9 605	9 494	33 628	49 443	-111			
Exportations par produit								
Produits agricoles/pêche	2 604	2 669	11 140	12 675	65	2,5	13,7	
Produits énergétiques	6 610	6 527	18 330	33 701	-83	-1,3	62,4	
Produits de la forêt	3 390	3 350	17 746	16 628	-40	-1,2	-6,2	
Biens et matériaux industriels	5 747	5 639	26 941	28 168	-108	-1,9	-0,1	
Machines et matériel	8 463	8 297	42 431	43 673	-166	-2,0	-10,2	
Produits automobiles	7 964	7 934	41 568	38 433	-30	-0,4	-1,3	
Autres biens de consommation	1 364	1 372	5 973	6 761	8	0,6	8,6	
Importations par produit								
Produits agricoles/pêche	1 708	1 672	7 519	8 323	-36	-2,1	9,8	
Produits énergétiques	1 638	1 753	6 882	8 518	115	7,0	17,7	
Produits de la forêt	253	243	1 265	1 246	-10	-4,0	-5,4	
Biens et matériaux industriels	5 921	6 056	29 034	29 764	135	2,3	1,9	
Machines et équipement	9 945	9 588	49 502	49 703	-357	-3,6	-9,0	
Produits automobiles	6 276	6 119	32 919	29 374	-157	-2,5	-6,4	
Autres biens de consommation	3 594	3 486	16 234	17 623	-108	-3,0	5,5	

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL



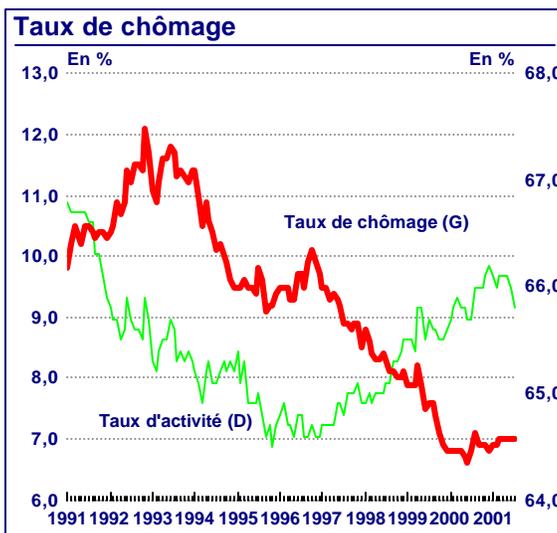
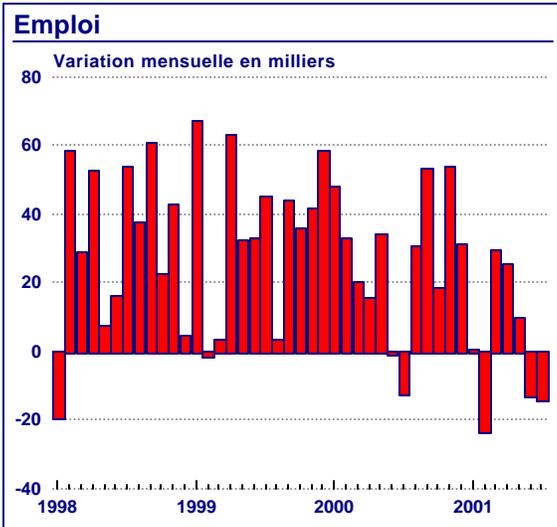
Emploi et chômage

En juillet, l'emploi régresse...

- Le marché du travail reste faible. Le nombre d'emplois a diminué en juillet (-14 000) pour un deuxième mois consécutif. On ne compte que 15 000 emplois de plus pour les sept premiers mois de l'année, comparativement à un gain net de 138 000 emplois enregistré pour la même période l'an dernier.
- On a dénombré 12 000 emplois à temps plein de moins en juillet, alors que le nombre d'emplois à temps partiel a peu changé. Les gains enregistrés depuis le début de l'année sont entièrement attribuables à l'emploi à temps partiel, puisqu'il y a 33 000 emplois à temps plein de moins.

...mais le taux de chômage reste le même, soit 7,0 %

- En juillet, le taux de chômage national est resté le même (7,0 %) pour un cinquième mois de suite. La diminution de l'emploi a été, en partie, compensée par une réduction de la population active.
- Malgré une augmentation de 8 000 emplois, le taux de chômage chez les jeunes s'est accru à cause d'une hausse plus importante de la population active. Chez les adultes, le taux de chômage est resté le même, soit 6,0 %.



Tendances du marché du travail

(En milliers)	Niveaux			Variation depuis			Variation en % depuis	
	Juillet 2000	Juin 2001	Juillet 2001	le mois dernier	l'an dernier	Cumulatif à ce jour	le mois dernier	l'an dernier
Emplois	14 879,6	15 095,7	15 081,7	-14,0	202,1	15,0	-0,1	1,4
Temps plein	12 184,8	12 336,4	12 324,1	-12,3	139,3	-33,4	-0,1	1,1
Temps partiel	2 694,7	2 759,3	2 757,6	-1,7	62,9	48,4	-0,1	2,3
Jeunes 15-24	2 279,9	2 312,4	2 320,2	7,8	40,3	-24,2	0,3	1,8
Adultes 25+	12 599,6	12 783,3	12 761,5	-21,8	161,9	39,2	-0,2	1,3
Travailleurs indépendants	2 408,2	2 313,4	2 310,2	-3,2	-98,0	-53,6	-0,1	-4,1
Chômage	1 087,2	1 132,1	1 140,7	8,6	53,5	37,4	0,8	4,9
Taux de chômage	6,8	7,0	7,0	0,0	0,2	0,2		
Jeunes 15-24	12,7	12,0	12,4	0,4	-0,3	-0,1		
Adultes 25+	5,7	6,0	6,0	0,0	0,3	0,3		
Population active	15 966,7	16 227,8	16 222,4	-5,4	255,7	52,4	0,0	1,6
Taux d'activité	65,7	66,0	65,8	-0,2	0,1	-0,4		
Taux d'emploi	61,2	61,4	61,2	-0,2	0,0	-0,5		

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL



Aperçu de la situation de l'industrie

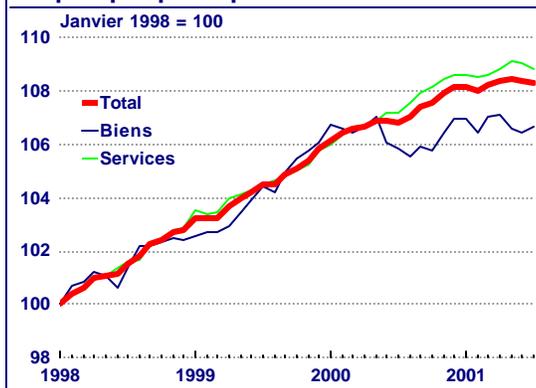
En juillet, le secteur manufacturier augmente ses effectifs...

- Pour l'ensemble du secteur des biens, on a dénombré 6 000 emplois de plus en juillet. Le secteur manufacturier compte 12 000 emplois de plus, ce qui ramène à 41 000 le nombre total d'emplois perdus durant les sept premiers mois de l'année. Les gains ont surtout été le fait des industries de l'automobile, de l'équipement de bord et des produits en plastique connexes ainsi que des produits de fabrication métalliques, mais les industries de la fabrication d'ordinateurs et de produits électroniques ont réduit leurs effectifs. L'industrie de la construction a, elle aussi, enregistré sa première baisse importante de l'année.

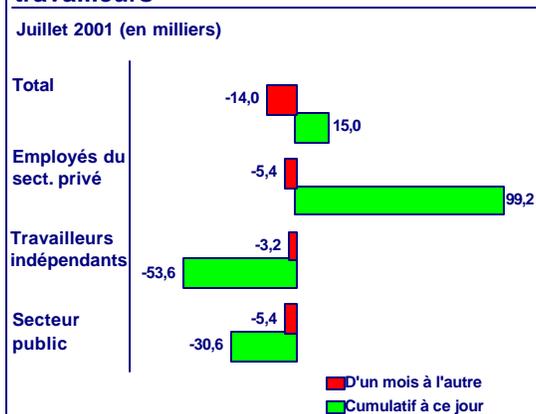
...mais les industries de services enregistrent un deuxième recul de suite

- En juillet, on comptait 20 000 emplois de moins dans les industries de services. Les services professionnels, scientifiques et techniques ont, quant à eux, perdu 36 000 emplois. Cette industrie a supprimé 15 000 emplois depuis le début de l'année, surtout dans la publicité. Les pertes subies par l'administration publique sont, en grande partie, attribuables à la diminution du nombre de travailleurs temporaires affectés au recensement. Par ailleurs, les services de gestion, d'administration et autres services de soutien ont profité d'une hausse de 19 000 emplois en juillet. Pour sa part, l'industrie de l'information, de la culture et des loisirs compte 15 000 emplois de plus.

Emploi par principal secteur



Croissance de l'emploi par catégorie de travailleurs



Tendances de l'emploi dans l'industrie

(En milliers)	Niveaux			Variation depuis			Variation en % depuis	
	Juillet 2000	Juin 2001	Juillet 2001	le mois dernier	l'an dernier	Cumulatif à ce jour	le mois dernier	l'an dernier
Biens	3 850,0	3 873,7	3 879,8	6,1	29,8	-10,6	0,2	0,8
Agriculture	367,2	327,3	332,6	5,3	-34,6	-14,9	1,6	-9,4
Ressources naturelles*	284,6	289,0	295,0	6,0	10,4	17,2	2,1	3,7
Services publics	115,9	125,8	125,3	-0,5	9,4	7,6	-0,4	8,1
Construction	826,5	856,1	839,3	-16,8	12,8	20,5	-2,0	1,5
Fabrication	2 255,8	2 275,5	2 287,5	12,0	31,7	-41,2	0,5	1,4
Services	11 029,5	11 222,0	11 201,9	-20,1	172,4	25,7	-0,2	1,6
Commerce	2 316,9	2 379,5	2 390,7	11,2	73,8	36,0	0,5	3,2
Transport	774,0	779,7	775,9	-3,8	1,9	-12,0	-0,5	0,2
FASI*	876,2	885,1	874,7	-10,4	-1,5	-7,3	-1,2	-0,2
Services prof./scientifiques	949,8	1 010,1	973,9	-36,2	24,1	-14,8	-3,6	2,5
Administration et gestion	551,8	541,5	560,9	19,4	9,1	1,7	3,6	1,6
Enseignement	962,8	960,6	970,0	9,4	7,2	17,8	1,0	0,7
Soins de santé/assist. sociale	1 518,2	1 530,1	1 524,5	-5,6	6,3	0,6	-0,4	0,4
Information, culture, loisirs	668,2	706,9	721,8	14,9	53,6	21,1	2,1	8,0
Hébergement et restauration	967,3	976,3	983,9	7,6	16,6	18,1	0,8	1,7
Autres services	700,5	682,3	672,8	-9,5	-27,7	-25,7	-1,4	-4,0
Administration publique	744,0	769,8	752,8	-17,0	8,8	-9,7	-2,2	1,2

* Ressources naturelles : foresterie, pêche, extraction minière et extraction de pétrole et de gaz; transport : entreposage; FASI : finance, assurances, services immobiliers et services de location à bail

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL



Aperçu de la situation des provinces

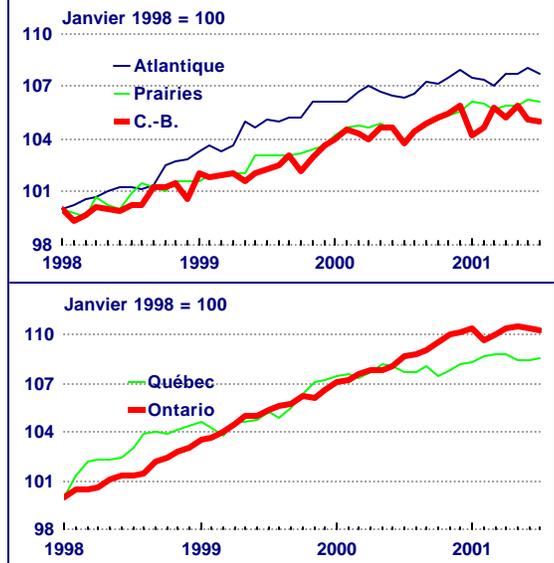
En juillet, sept provinces sur dix accusent des pertes d'emplois...

- En juillet, l'emploi n'a progressé que de 0,3 point de pourcentage pour s'établir à 6,3 %, en raison de la perte de 7 000 emplois et de l'accroissement de la population active. Après la forte croissance de l'emploi enregistrée en 2000, la province ne compte que 9 000 emplois de plus depuis le début de l'année.
- À Terre-Neuve, on a recensé 6 000 emplois de moins, limitant à 6 000 le nombre de nouveaux emplois pour les sept premiers mois de l'année et faisant croître de 0,4 point le taux de chômage, celui-ci se situant à 15,6 %.
- En Alberta, la diminution de 6 000 emplois a été plus que contrebalancée par la baisse encore plus importante de la population active, ce qui a ramené le taux de chômage à 4,4 % (-0,2 point).
- Le taux de chômage a le plus augmenté à l'Île-du-Prince-Édouard (+1,6 point, soit 11,6 %) et au Nouveau Brunswick (+1,4 point, soit 11,9 %). Dans les deux cas, la hausse s'explique par la diminution du nombre d'emplois, mais surtout par la vive croissance du nombre de personnes à la recherche d'un emploi.

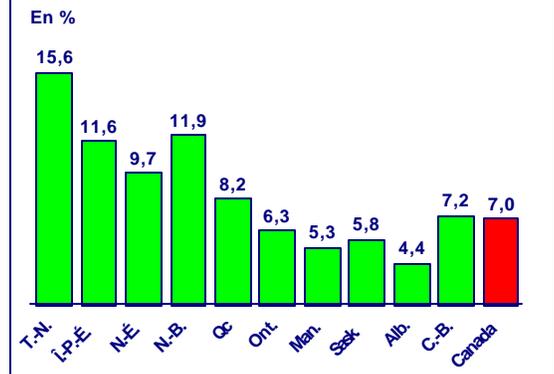
...seuls la Nouvelle-Écosse, la Saskatchewan et le Québec enregistrent des hausses

- Au Québec, le nombre d'emplois a légèrement augmenté en juillet, et le taux de chômage a reculé de 0,6 point en raison d'une diminution de la population active. En juillet, l'amélioration de l'emploi a fait fléchir de 0,4 point le taux de chômage en Nouvelle-Écosse, alors qu'en Saskatchewan, l'augmentation de la population active a fait croître de 0,2 point le taux de chômage, celui-ci se fixant à 5,3 %.

Évolution de l'emploi dans les régions



Taux de chômage -- Juillet 2001



Tendances de l'emploi et du chômage dans les provinces

	Emplois (En milliers)						Taux de chômage (en %)		
	Niveaux Juillet 2001	Variation depuis le mois dernier		Variation depuis l'an dernier		Niveaux	Variation depuis le mois dernier		l'an dernier
		(En milliers)	En %	(En milliers)	En %		le mois dernier	l'an dernier	
Canada	15 081,7	-14,0	-0,1	202,1	1,4	7,0	0,0	0,2	
Terre-Neuve	210,3	-6,1	-2,8	8,5	4,2	15,6	0,4	-0,6	
Î.-P.-É.	65,8	-0,1	-0,2	1,9	3,0	11,6	1,6	-0,9	
Nouvelle-Écosse	424,5	4,9	1,2	4,9	1,2	9,7	-0,4	0,4	
Nouveau-Brunswick	331,3	-2,3	-0,7	-2,7	-0,8	11,9	1,4	1,6	
Québec	3 463,2	2,1	0,1	25,6	0,7	8,2	-0,6	-0,6	
Ontario	5 969,0	-7,2	-0,1	87,8	1,5	6,3	0,3	0,9	
Manitoba	554,1	-0,2	-0,0	-0,1	-0,0	5,3	-0,1	0,2	
Saskatchewan	473,0	2,7	0,6	-10,3	-2,1	5,8	0,2	0,4	
Alberta	1 635,1	-5,8	-0,4	63,5	4,0	4,4	-0,2	-0,8	
C.-B.	1 955,3	-2,1	-0,1	22,8	1,2	7,2	0,2	0,0	



Prix à la consommation et prix des produits de base

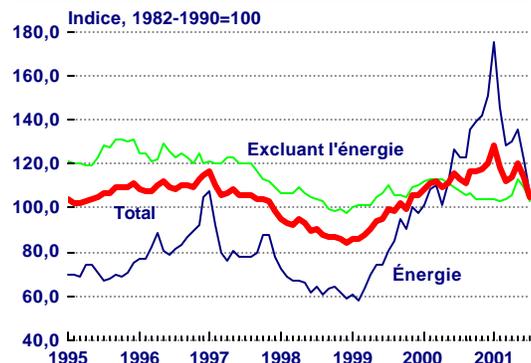
En juin, le taux d'inflation diminue et passe à 3,3 %...

- En juin, la hausse des prix à la consommation a ralenti et s'est fixée à 3,3 %, par rapport au sommet de dix ans enregistré en mai (3,9 %).
- Le renchérissement des aliments et de l'énergie explique, dans chaque cas, plus d'un quart de l'augmentation globale. La hausse vertigineuse de 62 % des prix du gaz naturel a fait augmenter de 10,4 % l'indice des prix de l'énergie, en glissement annuel. Toutefois, les prix sont inférieurs de 16,0 % au niveau observé en mai.

...et le taux d'inflation « de base » reste près du point médian de la fourchette cible officielle

- Le taux d'inflation « de base », qui exclut les huit composantes les plus volatiles et les impôts indirects, est resté inchangé (2,3 %) en juin par rapport au mois précédent. Ce taux est légèrement supérieur au taux médian de la fourchette cible officielle (1 à 3 %), établie conjointement par la Banque du Canada et le ministère des Finances.
- En juillet, les prix des produits de base ont fléchi de 7,6 % par rapport à l'an dernier, les prix des produits de base énergétiques et non énergétiques subissant des baisses. Après avoir constamment progressé pendant deux ans, les prix des produits de base ont fléchi, en glissement annuel, durant deux mois de suite, ce qui laisse supposer un relâchement des pressions inflationnistes.

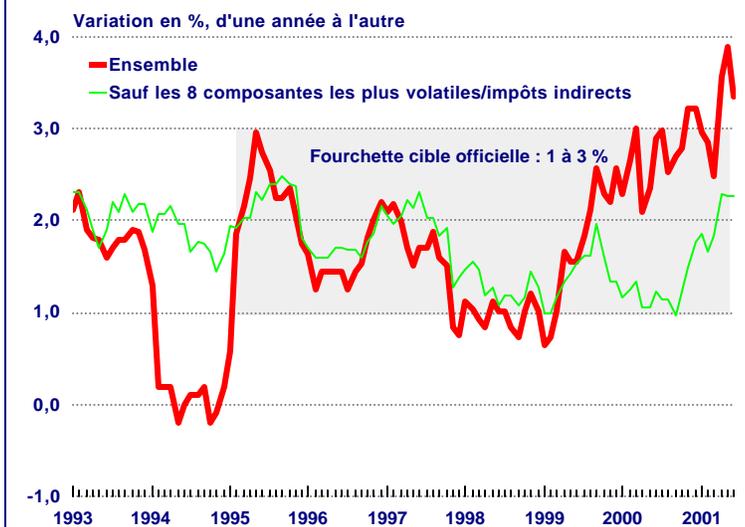
Prix des produits de base (\$ US)



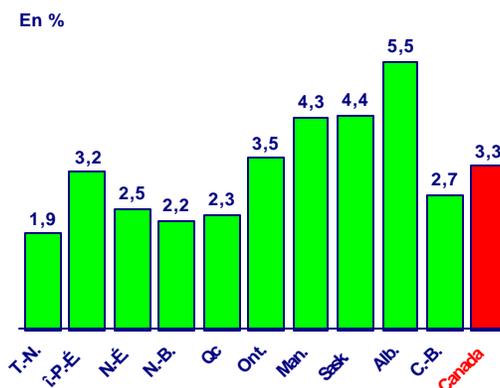
Prix à la consommation

	Variation en % depuis		
	Indice (1992=100)	le mois dernier	l'an dernier
IPC - Ensemble	117,5	0,1	3,3
Alimentation	118,1	0,2	4,6
Logement	114,2	0,4	5,6
Équipement du ménage	112,4	0,2	2,3
Habillement et chaussures	104,5	-0,4	-0,1
Transport	133,0	-0,7	0,9
Santé et soins personnels	114,9	0,4	2,7
Loisirs, formation et lecture	125,6	0,2	1,4
Alcool et tabac	105,4	0,2	7,7
Sauf 8 comp. plus volatiles/impôts ind.	117,2	0,3	2,3
Énergie	141,7	-1,3	10,4
Prix des produits de base (Juillet)			
Indice, 1982-1990=100	104,6	-8,2	-7,6
Excluant l'énergie	103,4	-5,7	-4,3
Énergie	107,0	-12,2	-13,0

Indice des prix à la consommation



Inflation mesurée par l'IPC, par province - Juin 2001





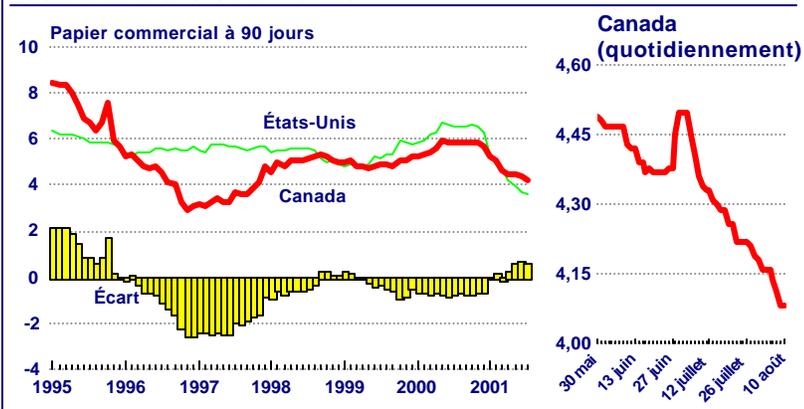
La reprise plus lente que prévu en Amérique du Nord...

- Les taux à court terme ont fléchi tout au long de juillet en prévision d'une éventuelle réduction des taux par la Banque du Canada. Le 17 juillet, une réduction d'un quart de point a effectivement été annoncée, portant à un point et demi la réduction totale appliquée depuis le début de l'année. De plus, pour faciliter les comparaisons avec les autres pays, la Banque a annoncé que le taux du financement à un jour remplacerait le taux officiel d'escompte aux fins de l'application de la politique monétaire.
- La plus grande incertitude entourant le moment et l'ampleur d'une éventuelle reprise économique aux États-Unis a, d'une part, réduit la possibilité d'un revirement rapide de la situation au Canada et, d'autre part, atténué les pressions inflationnistes. Les taux canadiens à court terme se sont établis à 4,11 % le 8 août, en baisse par rapport au taux de clôture de juin. Par contre, ils étaient supérieurs de 57 points de base aux taux américains comparables.

...incite de plus en plus d'investisseurs à opter pour le marché des instruments à taux fixe

- Les marchés des obligations nord-américaines se sont ressaisis en juillet, les investisseurs optant pour la sécurité relative des titres du marché monétaire, compte tenu de la détérioration de la situation économique à l'échelle mondiale et de la montée des tensions financières dans les économies émergentes. Au début d'août, les données montrant une généralisation de la baisse de régime aux États-Unis ont contribué au repli des rendements à long terme. La diminution des taux des obligations a provoqué une réduction du taux préférentiel et des taux hypothécaires.

Taux d'intérêt à court terme

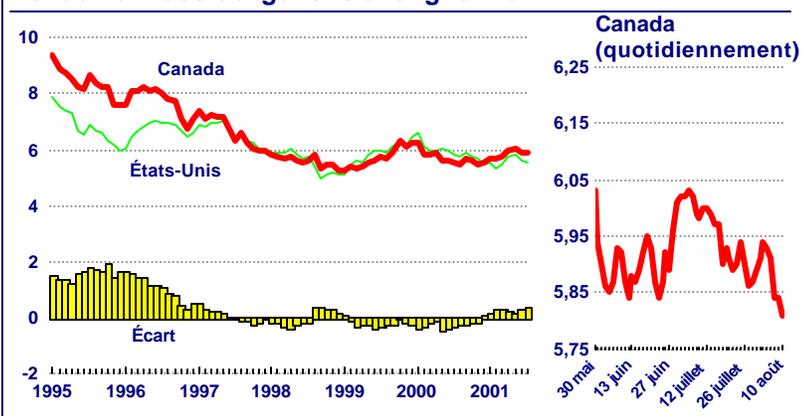


Principaux taux du marché monétaire

(fin de période)	Papier commercial à 90 jours	Écart vis-à-vis les É.-U.	Rendement des obligations à long terme	Écart vis-à-vis les É.-U.
1999	5,27	-0,49	6,23	-0,22
2000	5,71	-0,60	5,56	0,11
Févr. 2001	5,05	0,11	5,66	0,32
Mars	4,66	-0,08	5,79	0,32
Avril	4,49	0,25	5,97	0,19
Mai	4,49	0,55	6,03	0,17
Juin	4,38	0,70	5,89	0,27
Juillet	4,22	0,61	5,94	0,36
8 août	4,11	0,57	5,84	0,32

Un écart positif indique que les taux canadiens sont supérieurs à leurs pendants américains.

Rendement des obligations à long terme



Principaux taux débiteurs

(fin de période)	Taux d'escompte	Taux préférentiel	Hypothèque à un an / cinq ans	
1999	5,00	6,50	7,35	8,25
2000	6,00	7,50	7,70	7,95
Févr. 2001	5,75	7,25	7,20	7,75
Mars	5,25	6,75	6,70	7,25
Avril	5,00	6,50	6,80	7,50
Mai	4,75	6,25	6,70	7,75
Juin	4,75	6,25	6,70	7,75
Juillet	4,50	6,00	6,45	7,75
8 août	4,50	6,00	6,45	7,75

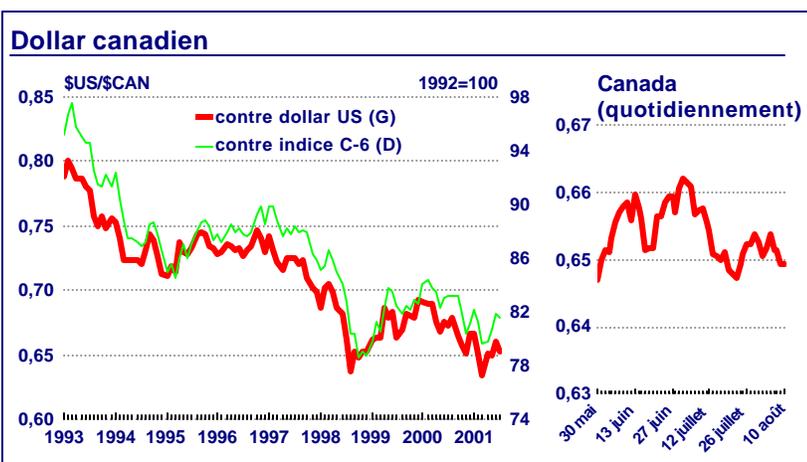


Le dollar canadien reste stable pendant presque tout le mois de juillet...

- Comme l'économie canadienne se tire mieux d'affaire que l'économie américaine, notre dollar s'est passablement bien maintenu par rapport à la forte devise américaine, malgré la baisse des prix des produits de base.
- Le dollar canadien s'est hissé au-dessus des 66 cents US au début de juillet, puis il s'est replié pour se fixer autour des 65 cents US. Il est resté relativement stable par rapport à la devise américaine, clôturant à 64,92 cents US le 10 août.

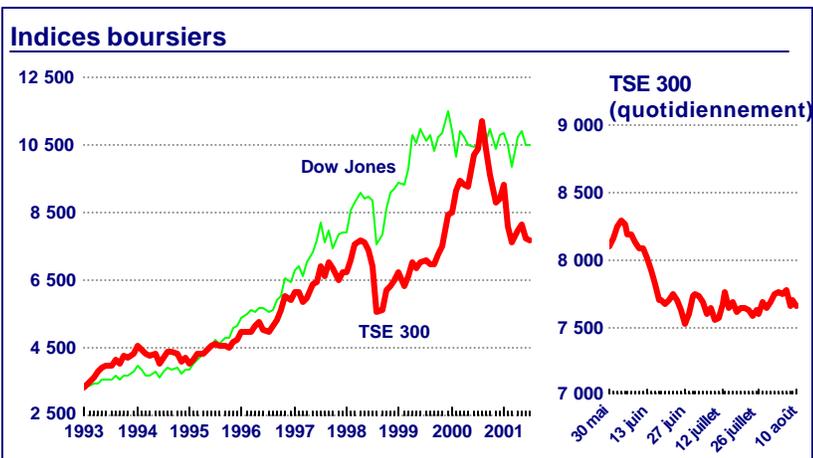
...et les investisseurs sont prudents sur les marchés nord-américains

- L'activité a ralenti en juillet (comme c'est habituellement le cas) sur le marché des actions, qui n'a pas semblé évoluer plus dans un sens que dans l'autre. L'indice TSE 300 a terminé le mois avec 7 690 points, soit une baisse de 0,6 % par rapport à juin.
- Il semble que les cours des actions canadiennes aient repris le dessus après avoir fléchi pendant dix mois, à la suite du sommet atteint en septembre dernier (11 400). Les investisseurs se montrent prudents, car aucun signe ne laisse vraiment présager une remontée des gains ou une amélioration de la situation économique. De plus, l'activité sur les marchés boursiers est toujours moins importante durant l'été.



Le dollar canadien

(clôture)	\$US c. \$CAN	Indice c. C-6 (1992=100)	Mark all. c. \$CAN	Yen c. \$CAN
1999	0,6929	82,67	1,313	69,66
2000	0,6669	81,19	1,433	73,64
Févr. 2001	0,6510	81,26	1,396	76,36
Mars	0,6344	79,62	1,382	77,95
Avril	0,6508	79,85	1,406	79,44
Mai	0,6500	80,73	1,451	78,93
Juin	0,6605	81,82	1,504	80,24
Juillet	0,6525	81,51	1,483	81,35
10 août	0,6492			



Principaux indices boursiers

	Variation en % depuis		
	Clôture - juillet	le mois dernier	l'an dernier
TSE 300	7 690	-0,6	-26,1
<i>Pétrole et gaz</i>	8 804	1,0	25,3
<i>Métaux et minéraux</i>	4 094	-6,8	20,7
<i>Services publics</i>	13 542	-3,6	-5,0
<i>Papiers et produits de la forêt</i>	4 824	1,9	-1,7
<i>Entreprises de distribution</i>	6 208	4,0	17,8
<i>Services financiers</i>	11 045	3,3	29,5
<i>Or</i>	4 496	-0,9	13,6
Coefficient de capitalisation des résultats*	26,0	-0,3	-4,3
S&P 500	1 211	-1,1	-15,3
Dow Jones	10 523	0,2	0,0

*les colonnes 2 et 3 reflètent des changements de niveau



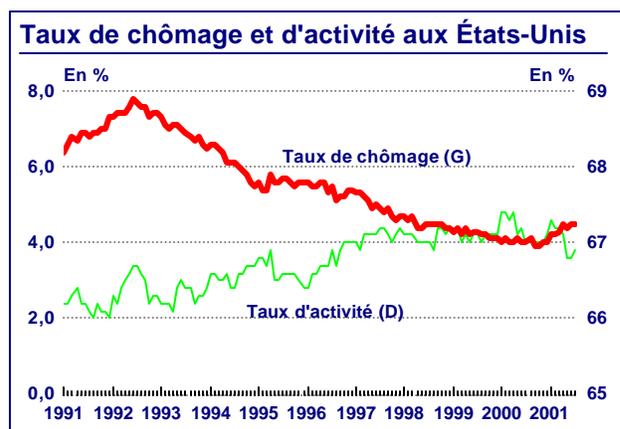
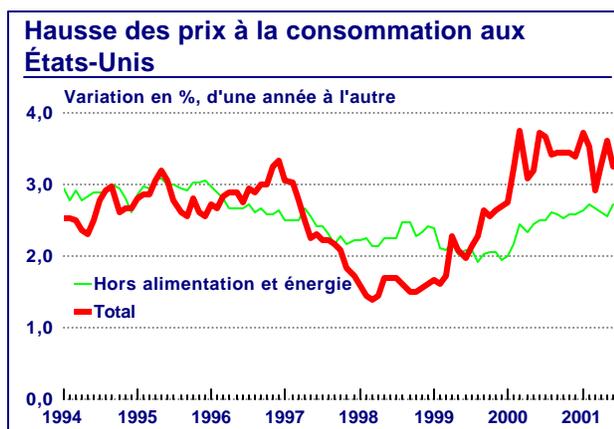
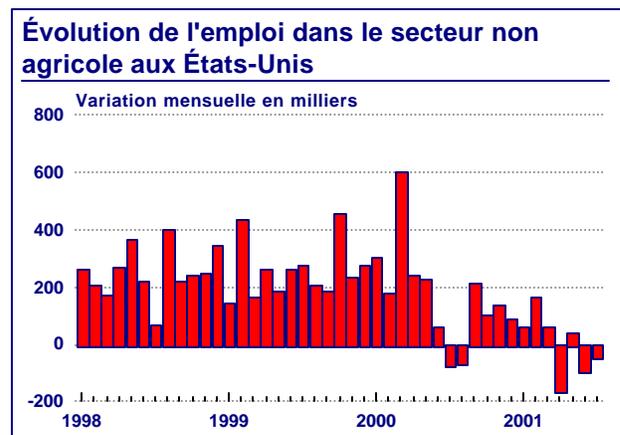
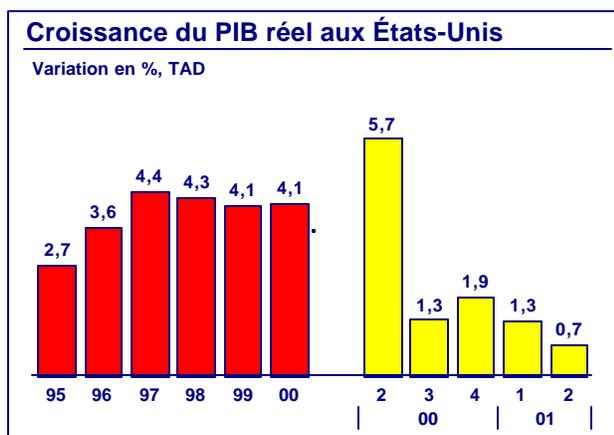
Tendances de l'économie américaine

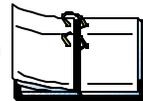
Au deuxième trimestre, l'activité économique ralentit aux États-Unis...

- Selon les estimations anticipées, le PIB réel des États-Unis a augmenté de 0,7 % (taux annuel) au deuxième trimestre de 2001. Il s'agit du plus faible taux depuis 1993. La croissance a surtout été freinée par la chute sans précédent des investissements dans la haute technologie, mais les dépenses des ménages et les dépenses publiques ont continué à soutenir l'économie chancelante.
- Malgré une diminution de 42 000 emplois non agricoles, le taux de chômage est resté le même aux États-Unis, soit 4,5 %, en juillet. La plupart des pertes ont été recensées dans le secteur manufacturier, où l'emploi a diminué pour un douzième mois de suite. Depuis le début de l'année, ce secteur compte 632 000 emplois de moins. Les perspectives ne sont pas très bonnes, la production industrielle s'étant contractée pour un neuvième mois de file et les carnets de commandes des usines ayant fléchi de 2,4 % en juin.

...alors que la productivité progresse à toute allure

- La productivité de la main-d'oeuvre non agricole s'est accrue de 2,5 % au deuxième trimestre. Comme la croissance de la production a été très faible, cette augmentation peut être attribuée en grande partie au déclin prononcé du nombre d'heures travaillées en raison de la diminution de l'emploi.
- En glissement annuel, l'inflation selon l'IPC a ralenti et s'est fixée à 3,2 % en juin, la baisse des prix de l'énergie contribuant à la maîtrise de l'inflation. L'inflation de base s'est redressée par rapport au mois précédent, passant à 2,7 %.





CANADA

Enquête sur le secteur de la fabrication - Juin	16 août
Commerce international - Juin	17 août
Indice des prix à la consommation - Juillet	21 août
Prochaine annonce concernant le taux d'escompte	28 août
Statistiques sur la situation financière des entreprises - 2e trimestre 2001	30 août
PIB au coût des facteurs - Juin	31 août
Comptes économiques et comptes financiers nationaux - 2e trimestre 2001	31 août
Balance des paiements internationaux - 2e trimestre 2001	31 août
Enquête sur la population active - Août	7 septembre
Taux d'utilisation de la capacité - 2e trimestre 2001	12 septembre
Enquête sur la situation des entreprises - Octobre	1er novembre

ÉTATS-UNIS

Indice des prix à la consommation - Juillet	16 août
Commerce international - Juin	17 août
Comité de l'open market du Système fédéral de réserve - Réunion	21 août
PIB - 2e trimestre 2001, données préliminaires	29 août
Situation de l'emploi - Août	7 septembre

Nota : Les IEM d'août sont fondés sur les données connues au 10 août 2001